

occupé leur atelier pendant une semaine. Ils ont cohabité avec les agents de maîtrise, les techniciens, les ingénieurs et les cadres qui travaillaient. Le dialogue s'est installé chaque jour avec les ouvriers en lutte. La direction a essayé de diviser en faisant travailler les agents de maîtrise sur les lignes de montage. Les agents de maîtrise ont décidé de se consulter et une majorité s'est opposée par un vote à bulletins secrets, à casser la grève. C'est une forme de lutte qu'il nous faut apprécier; c'est une démarche nouvelle.

En octobre, pendant 10 jours, à Vénissieux, les licenciés se sont battus, dans l'usine, atelier par atelier. Non seulement les agents de maîtrise et chefs d'ateliers n'ont pas eu l'intention de s'y opposer — malgré les pressions même physiques de la direction — mais ont participé eux-mêmes aux discussions avec les ouvriers en grève sur le tas. Certains cadres supérieurs, individuellement, sont allés jusqu'à protester auprès du P.-D.G. de R.V.I. pour exiger l'annulation des licenciements des trois secrétaires de la C.G.T. (ça ne court pas les rues !).

Ces signes sont de bon augure, ils viennent compléter, dans cette dernière période, l'avancée que nous avons réalisée avec nos propositions de développement d'un poids lourd national, d'une croissance nouvelle.

Quelques agents de maîtrise, beaucoup de techniciens se sont dits scandalisés par l'attitude du P.S. à Brest, qui n'avait rien à envier aux frères Willot, pilleurs et voleurs de la nation refusant l'achat de cars R.V.I. pour des cars Mercedes; pour dire aux communistes que nous sommes les seuls à avoir une position conséquente dans la défense de l'intérêt national et l'indépendance de la France.

Beaucoup de chemin reste à faire, c'est évident; en premier lieu dans le Parti. Notre bataille pour la clarté politique et idéologique a fait avancer les problèmes de l'alliance, l'union dans les luttes. Le Conseil national, avec le projet de résolution, a posé avec force cette question capitale dans les grandes entreprises et va nous stimuler pour aller de l'avant, appliquer les décisions contenues dans la résolution du Conseil national sur les entreprises, la nécessaire convergence des organismes du Parti pour infléchir toute l'activité en priorité vers les grandes entreprises.

Toute l'expérience le confirme, l'alliance ne peut pas être une question technique. C'est une grande question politique, une question de classe où le grand capital déploie des efforts et des moyens considérables. Ce qui est en cause, ce sont des relations, les rapports sociaux dans le travail, pour aller à des rapports sociaux de coopération, de dialogue, qui prennent en considération le rôle de la classe ouvrière et heurtent les mentalités.

Cette avancée se traduit déjà par l'expression de la démocratie avec le conseil d'atelier, base de l'autogestion des luttes et de la nouvelle croissance; les structures monarchiques craquent de toutes parts.

A ces avancées, s'ajoutent les acquis et les reculs importants imposés par les luttes, l'expérience. La situation présente le montre : l'alliance exige l'intervention des communistes, sans concession avec les idées réformistes. Ce n'est pas toujours évident avec nos camarades techniciens.

L'enjeu est de taille. Comme nous l'avons vu au Comité central sur la Jeunesse, la grande bourgeoisie rêve, pour le consensus, d'une classe ouvrière marginalisée, sans droit, avec un parti révolutionnaire affaibli. Or, notre attitude de lutte résolue contre le renoncement, la désespérance; fait que nous appelons la jeunesse à prendre en main ses affaires, à agir pour tout ce qui est nouveau.

Aujourd'hui, dans cette lutte pour le savoir, la recherche scientifique et technique, la démocratie, nous préparons les techniciens, les ingénieurs et les cadres de demain, nous préparons la classe ouvrière de l'autogestion.

Claude Compeyron
La guerre idéologique et le livre

Je veux intervenir sur deux questions : la guerre idéologique, et la bataille pour la diffusion des livres de nos éditions, ainsi que sur certaines de leurs relations.

Sur le premier point, je me limiterai à un seul aspect : la signification et la valeur de l'expression « guerre idéologique ».

Le déferlement anticomunisme actuel, la systématisation de mécanismes de mise en condition que *L'Humanité* a bien mis en évidence et décryptés : au-delà du mensonge classique, l'utilisation de tous les types de déformation, de la rumeur, du mensonge par omission, du conditionnel, etc. au service de la peur et de la haine, sont déjà suffisamment démonstratifs de la justesse de cette expression.

Mais comme l'ont déjà souligné Lucien Sève et Bernard Vasseur notamment, dans la tribune préparatoire à ce Conseil national, il ne s'agit pas seulement d'une question d'intensité, qui justifierait le remplacement du mot « lutte » par le mot « guerre », ni de la recrudescence d'un anti-communisme classique.

Il s'agit surtout et d'abord d'une entreprise qui présente d'importantes caractéristiques nouvelles, dans ses objectifs, dans son contenu comme dans sa forme, dans les moyens utilisés; en fait, il s'agit d'une entreprise dont toute la signification est nouvelle et dont il convient de poursuivre l'exploration.

C'est un phénomène nouveau dans ses objectifs

La contre-offensive mondiale de l'impérialisme, déclenchée pour tenter de conjurer la crise structurelle qui le ronge, tel un cancer, butte contre le rapport des forces actuelles, et pour paraphraser la formule de Clausewitz, en en inversant aujourd'hui l'énoncé : la guerre idéologique est la poursuite de la guerre par d'autres moyens.

Faute de pouvoir continuer à écraser le Vietnam et le Cambodge sous les bombes, faute de pouvoir maintenir la domination de l'impérialisme par les armes et la torture en Iran ou en Afghanistan, en Afrique ou en Amérique centrale ou du Sud, on veut tuer ce que les luttes pour l'indépendance nationale et le progrès social évoquent dans la conscience des peuples du monde. On veut ainsi justifier l'acceptation du capitalisme, la résignation devant l'impérialisme, ou

bien encore féconder l'illusion du changement à l'intérieur du même système social.

La crise mondiale de l'impérialisme nécessite tout autant le redéploiement idéologique, la restructuration du mode de production de l'idéologie et de la culture, qu'elle exige la réorganisation du mode de production des biens matériels et le redéploiement économique.

C'est un phénomène nouveau dans son contenu

Nous sommes passés de la culture de l'irrationnel, du non sens, du nihilisme du début des années 1970 (magic, alchimie, gourous, astrologues, prédicateurs, guérisseurs, etc.) à un dispositif plus précis, plus fin, à l'organisation de cet irrationnel, à la « rationalisation », si l'on peut dire, de cette régression, avec toutes les apparences de la scientificité. Dans le même temps, on tente d'ailleurs, à l'inverse, de présenter le marxisme comme une religion totalitaire.

Plusieurs camarades ont développé hier cet aspect et je ne m'y étendrai pas.

C'est surtout un phénomène nouveau dans son organisation mondiale

Au cours des derniers mois, plusieurs articles, notamment ceux de J.P. Jouary dans *L'Humanité*, ont souligné les liens qui existent entre les divers « clubs » et « comités » internationaux ou nationaux de « survie de l'impérialisme » qui regroupent les dirigeants des multinationales, des partis de droite comme des partis sociaux-démocrates, des syndicalistes américains comme ceux de F.O. et de la C.F.D.T., etc. avec les thèmes développés par certains intellectuels, et propagés ensuite par l'ensemble des moyens de communication. Je pense qu'il faut parler là, non seulement de « liaisons » ou de « relations » comme le fait le projet de résolution, mais plutôt de « coordination », de « dépendance étroite », de « filiation directe » et surtout de *planification*, entre ce qu'est aujourd'hui l'état major du grand capital international, véritable conseil de guerre de l'impérialisme,

la production idéologique et culturelle dominante, et la guerre idéologique par les médias.

Nous avons longtemps considéré que l'idéologie dominante était le fruit naturel, le résultat spontané de la domination économique et politique du grand capital. Il nous est même arrivé de critiquer chez nous, à juste titre, telle ou telle conception qui établissait une dépendance, par trop mécaniste entre structure et superstructures.

Mais aujourd'hui, c'est le grand capital international lui-même qui « mécanise », si l'on peut dire, son dispositif de guerre idéologique. Plus précisément d'ailleurs -- en utilisant les diverses significations de ce mot -- et comme pour la guerre militaire qui a dépassé le stade des seuls moyens mécaniques, l'impérialisme informatise, électronise, cybernétise, télématise même, sa machine de guerre idéologique.

En effet, les moyens utilisés sont également nouveaux

Comme le souligne le « rapport Nora-Minc » : la télématique, à la différence de l'électricité, ne véhicule pas un courant inerte, mais de l'information, c'est-à-dire du pouvoir ».

De la biologie à la télématique, l'impérialisme fait le maximal, d'une manière très planifiée, pour inverser les promesses révolutionnaires inhérentes au développement des connaissances, et à l'évolution des forces productives, afin de les mettre au service de l'unité politique recherchée, du consensus.

On assiste, d'une certaine manière, à un développement de l'autonomie de la production idéologique et culturelle, afin de la rendre plus efficace dans son rôle de soutien à l'ordre existant. Le marché fait la loi, mais dans l'ensemble des décisions qui organisent la mise en œuvre des innovations et de leurs applications, la rentabilité idéologique ne le cède en rien à la rentabilité économique.

Dans leur ouvrage *L'Usage des médias en temps de crise* qui illustre bien cette planification poussée à l'extrême de la guerre idéologique, Armand et Michèle Mattelart, soulignent que dans la zone de l'impérialisme, c'est à partir de la domination sur les médias électroniques que se définit

désormais la liberté d'expression qu'il est possible d'octroyer au citoyen.

Ils citent à ce propos un ouvrage de Zbigniew Brzezinski, *La révolution technétronique* paru en 1971¹ c'est-à-dire bien avant que celui-ci ne devienne l'idéologue officiel de la Trilatérale, puis le conseiller personnel de Carter. (On va comprendre aisément pourquoi il occupera ensuite ces deux fonctions).

La société « technétronique » est selon l'auteur « la société dont la forme est déterminée sur les plans culturel, psychologique, social et économique, par l'influence de la technologie et de l'électronique, tout particulièrement dans le domaine des ordinateurs et des communications ».

Il y est écrit : « Les États-Unis sont le principal propagateur de la révolution technétronique. A l'heure actuelle la société américaine est celle qui exerce la plus grande influence sur toutes les autres sociétés et qui les pousse à modifier de façon profonde et cumulative leur aspect et leurs moeurs. Cela provient vraisemblablement du fait que la société américaine « communique » plus que toute autre avec le monde entier. En gros 65 % de l'ensemble des communications mondiales part des États-Unis². En outre ce sont les États-Unis qui ont le plus travaillé à la création d'un système de communications mondiales par l'intermédiaire des satellites et qui sont le plus en avance dans la mise au point d'une grille d'informations mondiales. On estime que cette grille sera établie aux environs de 1975. » Et plus loin, le discours de Z. Brzezinski, chargé de légitimer le redéploiement impérial des U.S.A. est à nouveau exemplaire : « l'idée d'impérialisme, écrit-il, cache plutôt qu'elle ne met en lumière la nature des rapports entre l'Amérique et le monde ; ceux-ci sont à la fois plus complexes et plus intimes... Voir ces relations exclusivement comme l'expression d'un effort impérialiste, c'est ignorer le rôle joué dans

1. Calman Lévy.

2. Aujourd'hui, 10 ans après, le fait que les États-Unis détiennent 70 % du marché des expéditions d'information par ordinateur, et possèdent un quasi monopole de l'information scientifique et technique, souligne l'aliénation culturelle que représente la possession des « mémoires collectives » par les banques américaines.

ce phénomène d'une importance vitale par la révolution technologico-scientifique... Cette révolution... conduit inévitablement les pays les moins avancés à imiter les plus avancés, et incite en même temps à l'exportation des techniques, de méthodes et de pratiques d'organisations nouvelles de la part de ceux-ci vers ceux-là... Bien que tout cela évoque des harmoniques impérialistes, ce serait faire erreur que de se contenter d'une parcelle étiquette... Les États-Unis sont devenus la *première société globale de l'histoire*. C'est une société qu'il est de plus en plus difficile de définir en fonction de ses frontières économiques et culturelles extérieures ». Telles sont les prémisses à partir desquelles est appelée à s'élaborer une « nouvelle conscience planétaire » qui dépasse « des cultures fermement enracinées, des religions traditionnelles, solidement retranchées et des identités nationales bien distinctes » et à s'affirmer une « nouvelle unité mondiale » qui est en train de trouver sa propre structure, le *consensus* et l'harmonie sur lesquels elle s'appuiera ».

Je ne résiste pas au plaisir de vous citer la phrase suivante qui illustre bien le caractère illusoire et les limites de cette stratégie ainsi que la nature défensive de cette guerre idéologique. « Étant donné les progrès des moyens de communication modernes, le problème qui consiste à faire entendre simultanément une même conférence aux étudiants de l'Université de Columbia et à ceux, disons de Téhéran, pose seulement une question de temps... »

Je veux souligner qu'il est très significatif que les termes mêmes que nous employons désormais fréquemment pour décrire cette politique : consensus, guerre dans le domaine des idées, nouvelle guerre totale, limitation de la démocratie, etc. sont ceux-là mêmes qui sont utilisés depuis plusieurs années par les différents « clubs » de l'impérialisme, et en premier lieu par la « Trilatérale » pour définir leur propre stratégie. On comprend que la maison d'édition américaine qui possède les droits sur les textes de la Trilatérale, en ait refusé l'édition en France, notamment aux Éditions sociales.

Les moyens techniques modernes, l'évolution dans les modes de production de l'information, permettent à

l'impérialisme de tenter de s'approcher au plus près de l'unité politique recherchée, et rendent possible cette planification, cette uniformisation qu'illustrent parfaitement les derniers articles des journalistes normalisés.

Cette filiation directe, cette planification, n'excluent pas la diversification, la répartition des tâches.

Chacun a les mêmes buts, mais un rôle propre. Comme le dit le directeur de Ford Bordeaux : « Pour être un bon multinational, il faut être partout un vrai national. »

Certains, comme la « nouvelle droite » sont même chargés de servir de repoussoir. Et Jacques Couard pouvait citer la semaine dernière, dans *l'Humanité* cette déclaration si révélatrice de Z. Brzezinski : « pour que les joueurs soient de vrais joueurs, ils doivent avoir assez de capacité et de confiance en soi, pour être en désaccord avec nous de temps en temps ».

Dans cette répartition des tâches, un rôle majeur et spécifique est réservé à la social-démocratie, qui devient pour l'impérialisme l'ultime recours pour tenter de renverser la tendance à l'isolement, avec l'objectif de dévoyer, voire d'intégrer la trajectoire de certaines couches non monopolistes.

Ces dernières semaines, qui ont vu les socialistes se précipiter au premier rang sur les barricades de l'anticommunisme, et s'aligner sans nuance aucune sur Carter, ont été très révélatrices de cette situation.

A ce propos, des camarades ont expliqué qu'un des effets positifs de ce déchaînement anticommuniste avait été de resserrer les rangs, dans et autour, du parti. Cela est très juste. Mais je voudrais ajouter que pour certains camarades qui étaient restés troublés depuis deux ans, au delà de cet esprit de corps ou de parti, cette situation a surtout agi comme un *révélateur*, établissant enfin pour eux, au delà des faits déjà probants pour beaucoup, la genèse de l'évolution du Parti socialiste, de la contre-offensive de l'impérialisme à leur intégration spécifique aujourd'hui dans le dispositif de la guerre idéologique.

On mesure au passage, combien apparaît désormais

dérisoire, cette recherche masochiste de quelques camarades sur notre prétendu « ouvriérisme », pour tenter de trouver chez nous, les raisons d'un échec, dont la guerre idéologique actuelle souligne si bien les responsabilités.

Ce ne sont pas seulement des « liens nouveaux » comme le dit le projet de résolution, que se tissent entre les monopoles, la presse, certains universitaires et ces quelques milliers d'intellectuels.

Il y a filiation étroite, dépendance totale du haut jusqu'en bas, en un véritable réseau mondialisé, appliquant une stratégie bien définie.

De ces « clubs » internationaux, état major du grand capital international, jusqu'aux dispositifs de communication les plus perfectionnés dont se dote le patronat dans l'entreprise, et qu'illustre notre dernier Conseil national sur les entreprises.

De ce véritable conseil de guerre de l'impérialisme, jusqu'à la production idéologique des médiocrates socialo-giscardiens, abdiquant totalement leur spécificité d'intellectuels, pour n'être plus que les hommes de guerre, mercenaires obéissants de l'entreprise de normalisation par le consensus, dont ils font semblant de nier l'existence.

Jusqu'à la production journalistique, réduite à l'uniformité absolue, à la décalcomanie des informations, textes, images et même couvertures de journaux, à la photocopie des matériaux idéologiques venus de Washington.

Jusqu'à cette poignée de journalistes — vedettes —, réduits au mimétisme pro-américain, véritables ventriloques de la Trilatérale, fut-ce dans la presse dite « de gauche », quand on voit le *Nouvel Observateur* répondre à J. P. Faye que le génocide de Timor, le plus important de l'histoire du monde moderne, n'entre pas dans les courants principaux de l'histoire.

Pour que ces hommes, qui n'étaient pas sans talent professionnel, en arrivent à jeter par dessus bord ce à quoi ils tenaient le plus, ce à quoi ils devaient leur vedettariat : la présentation « personnalisée », même quand c'est d'un fonds commun réactionnaire; pour qu'ils en soient réduits à brader toute déontologie professionnelle, la moindre éthique journalistique, dans une attitude suicidaire pour

l'avenir, il faut que les impératifs soient grands de les réduire ainsi à une telle soumission; à passer la moindre nouvelle par les trous de la « grille » dont parlait Brzezinski, et qui est désormais bien en place, au service de l'impérialisme.

Pour ces médiocrates de l'ordre trilatéral, il s'agit de promouvoir une autre conception du savoir et de sa diffusion, cohérente avec des issues politiques précises.

La continuité idéologique entre tous ces « nouveaux » philosophes, historiens, journalistes, exprime ainsi le choix que fait une certaine couche d'intellectuels, non seulement de s'accommoder des règles de la société libérale avancée, mais aussi de contribuer à l'installation de nouveaux mécanismes d'hégémonie politique et économique conformes à l'objectif de la Trilatérale : « Nous en sommes arrivés à reconnaître qu'il y a des limites potentiellement désirables à la croissance économique. Il y a aussi des limites potentiellement désirables à l'extension indéfinie de la démocratie politique », ou encore, « il faut assurer au gouvernement le droit et la possibilité pratique de retenir l'information à la source. »

Ils révèlent par la même occasion la nature des alliances de classe qui sous-tendent cette politique.

Cette guerre idéologique n'est pas limitée au champ de la politique et à la domination des médias, presse, radio et télévision.

Elle s'étend bien au delà, à tous les domaines de la culture, à l'enseignement, aux modes de vie eux-mêmes, et d'une manière tout autant planifiée.

Cette guerre culturelle, cette « coca-colonisation », pour reprendre un terme créé par les multinationales elles-mêmes, est elle aussi acceptée, quand on entend un ministre de la Culture giscardienne déclarer « je me considère comme un ambassadeur de la culture américaine en France ».

Comme le dit le président de l'Association des exportateurs de films américains : « A ma connaissance, l'industrie du cinéma américain est un secteur de l'industrie qui traite d'égal à égal avec les gouvernements étrangers ».

Ainsi, on mesure que l'expression « guerre idéologique » n'est pas seulement une bonne image, rendant bien compte

de l'ampleur d'un phénomène, mais un concept nouveau qui recouvre une réalité nouvelle.

Et ce n'est pas par hasard que les soldats de cette guerre idéologique s'appellent nouveaux philosophes, nouveaux économistes, nouvelle droite, nouveaux historiens, etc. révélant d'ailleurs ainsi, involontairement, la conscience du rôle qu'ils jouent.

L'importance de cet énorme dispositif, la violence de son expression, en révèle la nature défensive et exprime l'importance de la volonté de changement.

Il ne faut pas cependant en sous-estimer le danger.

Outre que le mot « guerre » ne désigne pas seulement l'élimination, la destruction, par le seul moyen militaire, il faut souligner que cette guerre idéologique utilise le langage, les méthodes, les stratégies de la guerre militaire.

Il s'agit d'une véritable guerre par l'information, et il n'est pas indifférent de remarquer que les « technologies modernes de transmission de la culture et d'information doivent leur existence à l'alliance de grandes firmes industrielles (toutes multinationales) et de l'appareil militaire ».

Comme l'écrit le général brésilien Golbery¹ : « De strictement militaire, la guerre est devenue « une guerre totale », une guerre tout autant économique, financière, politique, psychologique et scientifique, qu'une guerre d'armée, de flotte et d'aviation. » De la guerre totale à la « guerre globale », de la guerre globale à la « guerre indivisible » et pourquoi ne pas le reconnaître, à la « guerre permanente », Golbery ajoute, qui ne le croirait, « une guerre apocalyptique ».

Concluant la section sur « la sécurité nationale et la stratégie totale pour une guerre totale » le général Golbery affirme : « Dès lors, se trouvent subordonnées à cette stratégie, aussi bien la stratégie militaire que la stratégie économique, la stratégie politique et une stratégie psychosociale, lesquelles se différencient les unes des autres par leurs champs particuliers d'application et par les instruments d'action qui leur sont propres, mais qui ne cessent jamais de s'articuler de façon solidaire, soit dans le temps, soit

dans l'espace. S'il n'en était pas ainsi, elle ne serait pas une stratégie indivisible et totale, à l'image de la guerre ».

Cet impérialisme culturel ne vise pas que les intellectuels, mais il vise aussi les intellectuels. C'est notamment le cas pour ce qui concerne le domaine de l'édition de livres.

Dans un numéro récent de l'organe international des éditeurs américains *Publishers Weekly* l'éditorialiste explique : « il est vrai que les éditeurs à l'étranger, sont de plus en plus préoccupés par la liste des best-sellers qui proviennent de chez nous. En cette époque d'homogénéisation culturelle internationale, où les normes et les styles américains dominent, les livres peuvent difficilement rester en marge ».

Et dans le numéro du 30.9.1974 de la même publication, Simon Nora, P.-D.G. d'Hachette explique avec toujours la même subordination : « Nous faisons trop pour distribuer à l'extérieur, et pas assez pour publier et distribuer en anglais également ». Signalant que 40 % des produits Hachette sont réalisés dans d'autres langues que le français, Nora ajoute : « Nous ne sommes pas traîtres au français pour cela. Nous pourrions mieux soutenir l'édition française, si nous avons un solide réseau de distribution, et pour cela il est nécessaire d'inclure des publications en anglais et aussi en espagnol. »

Le projet de réforme de l'enseignement des langues vivantes, formulé en avril 1979, par le secrétaire d'Etat Jacques Pelletier, complète le redéploiement de cette politique, en insistant sur l'apprentissage d'une première langue, l'anglais dans 82 % des cas, et en repoussant l'étude d'une seconde langue pour les classes terminales.

Une commission « éducation-industrie » auprès du ministère de l'Éducation nationale vient de décider l'utilisation de « basic-american » pour familiariser les élèves sur les 10 000 micro-ordinateurs dont seront dotés les lycées et collèges français.

Dans le même temps, la Commission économique Européenne vient d'interdire l'usage du français dans son programme informatique.

À cette américanisation du premier groupe d'édition de notre pays, il faut ajouter la germanisation du second

1. Livre déjà cité de A. et M. Mattelard.

Cette bataille est rendue nécessaire par le caractère même de la stratégie que nous avons arrêtée au 23^e Congrès et qui suppose un effort idéologique et culturel important pour chaque communiste afin de participer efficacement à une lutte d'idée dont l'acuité, la rapidité, la diversité sont extrêmes, et pour faire face aux problèmes nouveaux auxquels nous sommes confrontés.

Comme le souligne le projet de résolution : « la maîtrise *personnelle* des grandes idées des 22 et 23^e Congrès qui est une condition essentielle de tout progrès, l'effort pour appréhender *personnellement* le fond des questions, cela exige de donner une dimension nouvelle à l'activité intellectuelle du parti... d'où l'importance de la lecture pour tous les communistes, et notamment la lecture de nos livres ».

De même qu'il a besoin d'une presse révolutionnaire, le mouvement révolutionnaire a besoin pour sa part de livres qui fassent connaître et progresser les idées capables d'aider non seulement à comprendre la société, mais à la transformer.

Ces objectifs doivent être conduits avec les divers moyens dont nous disposons (notre presse, les stages d'éducation, etc.), mais ils ne peuvent pas l'être d'une manière satisfaisante, sans *une modification radicale de la diffusion de nos livres*.

Le livre disons-nous, a un rôle *spécifique*, qui ne fait double emploi avec un autre : c'est le moyen privilégié de notre propre développement idéologique, et la pensée rationnelle n'est pas concevable sans son support.

Il importe donc que le Parti, les communistes parlent à nouveau de lecture, de lecture militante, notamment *par le moyen de l'abonnement au Livre Politique d'Aujourd'hui*.

Ce n'est pas d'une aide, d'une assistance que le nouveau groupe d'édition du Parti a besoin, mais de *l'intégration complète du livre à nos objectifs politiques et idéologiques*. Il s'agit, comme pour notre presse, de créer un *comportement nouveau vis à vis du livre*.

Je pense que dans cet effort, les intellectuels ont un rôle particulier à jouer. Pour plusieurs raisons.

Tout d'abord parce que si l'adhésion au parti conduit un

grand nombre de travailleurs à une avancée culturelle par le livre, il n'en reste pas moins que les limites étroites de la lecture passent également dans notre parti, et que les intellectuels sont en général mieux placés que d'autres pour *promouvoir* l'intérêt du livre et de la lecture.

Parce qu'ils peuvent jouer un rôle *prescripteur important* — je pense notamment aux enseignants du supérieur et du secondaire — mais aussi aux instituteurs pour ce qui concerne la promotion de la lecture des livres pour les enfants.

Parce que dans le travail en direction de la masse des intellectuels, le livre est un *organisateur*, et que la discussion autour d'un livre, éventuellement avec la participation d'un auteur, est un type d'initiative qui peut permettre le rassemblement de nombreux intellectuels.

Notre attention pour le livre ne doit pas être limitée aux seuls ouvrages immédiatement politiques.

Dans l'ensemble de nos réalisations culturelles, notamment dans les collectivités, le livre doit être privilégié. Il est en effet une étape préalable nécessaire à l'appropriation par les travailleurs d'autres domaines de la culture. Il est rare d'aller au théâtre ou au concert si l'on n'a jamais lu un livre et c'est le cas de près d'un foyer ouvrier sur deux.

C'est pourquoi le livre ne doit pas être considéré comme un cadeau, mais comme un droit, en premier lieu pour les enfants des travailleurs.

Le livre doit être privilégié car dans le cadre de la réduction des moyens budgétaires des collectivités locales, il est le moyen culturel le plus efficace au plus faible coût économique.

Enfin, il faut souligner que le livre n'est jamais neutre. Il est même toujours, parmi les moyens de culture, celui qui est le plus *immédiatement idéologique*.

Il n'est pas un communiste dans cette salle, dont le cheminement n'ait pas été marqué par quelques livres essentiels, même non politiques.

Ainsi que l'écrivait Jean Guéhenno dans ses carnets du vieil écrivain : « *Je repense souvent à ces nuits de mon adolescence durant lesquelles je me battais avec le destin, et découvrais dans les livres, ce que pouvait être une vie libre par opposition à celle que je subissais.* »